

Le DCE peut éventuellement comprendre :

- un bordereau de prix, dans le cas d'un marché avec un prix unitaire ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), dans le cas d'un marché à prix global et forfaitaire ;
- un bon de commande dans le cas d'un marché à bons de commande ;
- une déclaration sur l'honneur que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir ;
- une déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat a satisfait aux obligations fiscales et sociales. En substitution à cette déclaration sur l'honneur, peut être fourni le « NOTI2 ». S'il n'a pas été fourni au moment de la candidature, ce document devra obligatoirement être rempli par le candidat retenu pour pouvoir valider l'obtention du marché. En effet, une entreprise qui n'est pas à jour de ses obligations fiscales (impôts sur la société, TVA, etc.) ou de ses obligations sociales (URSAFF, etc.), ne peut prétendre à l'obtention d'un marché public ;
- une attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire (infractions au code du Travail).

D'autres documents peuvent être demandés, tels que :

- pouvoirs de la personne habilitée à engager l'entreprise (procès-verbal de délégation de pouvoir) ;
- copie du jugement si le candidat est en redressement judiciaire.
- pour les candidats des États autres que la France : certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine ou déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative.